

INTOX

DESINTOX !

Interview de Matthias Fekl,
Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur
par le journal **Sud Ouest** du 28/09/2015

AINSI, Paris ferait monter la
pression dans les négociations

de TAFTA (l'accord de Partenariat Transatlantique sur le Commerce et
l'Investissement, avec les américains), pour plus de transparence, plus de
démocratie et de réciprocité, plus de reconnaissance de nos terroirs comme
de nos services, et mettre un terme au scandale des tribunaux d'arbitrage
privé. **CHICHE !!!** (selon l'interview de M.Fekl, à lire ci-après)

QUELLE RÉALITÉ DERRIÈRE CES LOUABLES INTENTIONS ??

NON - le scandale de l'arbitrage privé n'est pas supprimé :

La nouvelle Cour de justice proposée par la Commission Européenne reste
unilatérale, permettant aux seuls investisseurs d'attaquer les Etats, un
privilège nuisible aux populations comme aux pouvoirs publics; les jugements
seraient de plus basés sur le droit commercial, un droit au service des
investisseurs privés, ignorant les critères d'intérêt public.

OUI - la souveraineté des Etats est toujours menacée :

La capacité des Etats à légiférer serait toujours sous le contrôle d'un
organisme supra-national, dit de « convergence réglementaire », chargé
d'examiner et valider tout futur projet de loi avant même leur examen par
les élus parlementaires.

**OUI - ces 2 raisons, et bien d'autres, exigent de stopper les
négociations de TAFTA, et aussi celles des accords qui lieraient
l'Union Européenne au Canada (CETA), et aux pays d'Afrique et Caraïbe (APE)**

"La France envisage l'arrêt des négociations"

SUD OUEST Où en sont les longues négociations sur le
traité transatlantique ?

Matthias Fekl. Elles se déroulent dans un manque total de
transparence et dans une grande opacité, ce qui pose un
problème démocratique. À l'ère des réseaux sociaux, à
l'heure d'une profonde crise de la démocratie, des
négociations commerciales derrière les portes closes de
grands hôtels internationaux d'où rien ne sort ne sont plus
envisageables. La publication du mandat de négociation est
un premier pas, il faut maintenant bâtir un véritable agenda
de la transparence envers les citoyens, dans la continuité du
travail que j'ai engagé au Quai d'Orsay.

Les parlementaires doivent avoir accès aux documents, et ce
ailleurs que dans des salles sécurisées de l'ambassade
américaine comme c'est le cas jusqu'à présent. Les
parlementaires américains ont accès à un nombre de
documents beaucoup plus important que les parlementaires
européens. Je demande la réciprocité.

SUD OUEST Qu'est-ce qui achoppe aujourd'hui dans ces
négociations ?

Il y a trop d'asymétrie, pas assez de réciprocité. L'Europe a
multiplié les offres, sur tous les sujets, et n'a reçu en
contrepartie aucune offre sérieuse des Américains. Ni pour
l'accès à leurs marchés publics ni pour l'accès aux marchés
agricoles et agroalimentaires, qui restent fermés. C'est là un
sujet essentiel pour la France.

Par ailleurs, nous ne sentons pas côté américain une prise
en compte de nos souhaits sur les services, ni sur le
problème que pose l'arbitrage par des tribunaux privés, sur
lesquels la France a fait des propositions très offensives
largement reprises par la Commission européenne.

La négociation doit absolument permettre à nos PME et à nos agriculteurs d'avoir accès au marché américain.

SUD OUEST *Avec cette fameuse reconnaissance outre-Atlantique des origines géographiques...*

C'est ce que nous appelons, avec Stéphane Le Foll, la "diplomatie des terroirs". Quand la Chine reconnaît par exemple l'indication géographique Bordeaux et toutes celles qui lui sont liées dans le Sud-Ouest, c'est une énorme avancée et c'est une victoire de cette diplomatie des terroirs.

SUD OUEST *Êtes-vous prêt à aller jusqu'à la rupture des négociations, si celles-ci n'avancent pas ?*

Si rien ne change, cela montrera qu'il n'y a pas la volonté d'aboutir à des négociations mutuellement bénéfiques. Or, ces négociations n'avancent pas et, là où elles avancent, ce n'est pas dans le bon sens. La France envisage toutes les options, y compris l'arrêt pur et simple des négociations.

SUD OUEST *En avez-vous parlé avec François Hollande et Laurent Fabius ?*

Je rends compte régulièrement au ministre des Affaires étrangères, au Premier ministre, au président de la République. Je n'ai pas l'habitude, lorsque je m'exprime dans le cadre de mes fonctions gouvernementales, de le faire de manière intempestive.

SUD OUEST *Le problème, c'est que ce n'est pas la France qui négocie, mais l'Europe. Vous n'êtes donc pas satisfait du travail du négociateur européen ?*

Il faut agir comme nous l'avons fait pour la Cour permanente internationale en matière d'investissement. J'étais le premier à faire cette proposition, il y a un an, pour mettre un terme aux

tribunaux privés, qui sont un scandale démocratique. À l'époque, pas grand monde y croyait, et il y avait de fortes résistances à Bruxelles comme à Paris. Aujourd'hui, les propositions françaises sont au cœur du débat. Il faut mener le même type d'action volontariste sur l'ensemble des sujets. Si nous avons un projet bien négocié entre Européens et que nous le portons avec détermination, nous pouvons parler d'égal à égal avec les Américains.

SUD OUEST *Êtes-vous suivi, sur cette ligne intransigeante, par nos partenaires européens ?*

J'ai toujours souhaité travailler avec l'Allemagne, car l'Europe avance quand la France et l'Allemagne se parlent et se mettent d'accord sur des démarches qu'elles proposent ensuite à nos partenaires européens. C'est ce qui a été fait sur les tribunaux privés, avec succès. Et il y a bien, de part et d'autre de l'Atlantique, deux conceptions de l'agriculture, deux conceptions du rôle de l'homme dans l'aménagement du territoire et dans l'économie, deux rapports à la vie qui ne sont pas les mêmes et qui sont respectables.

SUD OUEST *Comment empêcher de nouvelles affaires BNP Paribas (1) pour les entreprises françaises qui vont commercer avec l'Iran ? Est-ce un enjeu dans les négociations ?*

Pas directement, mais l'extraterritorialité pose le problème fondamental du respect du droit international. Un État, quel qu'il soit, ne peut imposer ses normes internes au reste du monde. La politique commerciale doit aussi être un outil qui permette à l'Europe de porter son projet.

SUD OUEST *En fait, vous voulez tourner la page de trente années de mondialisation libérale. Paradoxal, quand on négocie avec les Américains...*

Les Américains sont nos partenaires et nos alliés mais il ne faut pas être naïf. Ils savent prôner le libéralisme économique pour les autres et ne pas l'appliquer chez eux. En Europe, beaucoup de gens ont tendance à réciter le dogme libéral de manière un peu béate, sans voir qu'en réalité personne ne l'applique vraiment.

C'est un combat à mener pour ma génération politique : **écrire une nouvelle page de l'action publique et s'appuyer sur d'autres écoles de pensée que celle du libéralisme économique. Faire en sorte que les citoyens et la puissance publique au niveau national et international reprennent la main après trente années de dérégulation.** C'est là le grand enjeu du XXI^e siècle.

(1) La banque française a écopé en mai dernier d'une amende record aux États-Unis pour n'avoir pas respecté les embargos vers Cuba, l'Iran et le Soudan.

Alors Mr FEKL, CHICHE !

Stop TAFTA à 100% !!

Arrêtons ces accords de libre-échange, où l'intérêt privé prime sur l'intérêt général, au profit des multinationales, et qui nuisent au climat, attaquent la démocratie et ruinent nos choix de société

Collectif Stop TAFTA 31

Amis de la Terre, Amis du Monde Diplomatique, ATTAC, Copernic, France Amérique Latine, Ligue des Droits de l'Homme, Mouvement de la Paix, Mouvement Utopia, Nouvelle Donne, Collectif Roosevelt, Université Populaire de Toulouse, CGT, FSU, Solidaires, EE-LV, Ensemble !, PCOF, PG, NPA, et des comités locaux (Est de Toulouse/Pradettes/Lardenne/St Simon)